



Fondation pour l'agriculture  
et la ruralité dans le monde  
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

*Peter Hazell*

## Repenser le rôle des petites exploitations agricoles dans les stratégies de développement

Point de vue n°2 - septembre 2014



## **Avertissement**

La collection *Point de vue* expose le point de vue d'un expert extérieur à FARM sur un sujet donné. Son opinion n'est pas nécessairement partagée par la fondation, mais est suffisamment argumentée et stimulante pour être mise en débat.

## **Note**

Le texte de ce Point de vue s'appuie sur la traduction en français, par FARM, d'un texte de Peter Hazell intitulé «Is Small Farm Led Development Still a Relevant Strategy for Africa and Asia?», rédigé pour la conférence «A Festschrift in Honor of Per Pinstrup-Andersen. New Directions in the Fight Against Hunger and Malnutrition», donnée à l'université Cornell d'Ithaca (New York), les 13-14 décembre 2013.

## **Crédit photographie de couverture**

Madou Haïdara (Mali), copyright *Iram / Faranfasi so*, finaliste du Concours photo FARM 2014



Peter Hazell

Repenser le rôle des petites exploitations agricoles  
dans les stratégies de développement

Septembre 2014

## Sommaire

Avertissement .....	2
Note.....	2
Résumé .....	5
Introduction .....	7
Les modèles de transition de la taille des exploitations et leurs conséquences .....	8
La transition inverse de la taille des exploitations : en quoi importe-t-elle ?.....	12
Quelle est la bonne stratégie pour les petites exploitations agricoles ? .	16
Quelques principes directeurs pour l'aide aux petites exploitations agricoles.....	19
Conclusion .....	22
Références.....	24

## Résumé

En dépit d'importantes différences de situation par pays et par région, le modèle dominant dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie est la multiplication des petites exploitations agricoles, la diminution de la taille des fermes et une diversification accrue de leurs revenus. Malgré l'augmentation, parfois très rapide, du revenu national par habitant, il y a encore peu de signes d'une évolution vers des modèles de consolidation des exploitations agricoles et de migration des zones rurales vers les zones urbaines comparables à ceux observés lors de la transformation économique des pays actuellement industrialisés. Au contraire, relativement peu d'actifs quittent leurs exploitations agricoles pour la ville ; ils tendent plutôt à se diversifier dans une activité non-agricole, tout en conservant leur petite exploitation. On constate même que dans certains pays, la surface agricole totale tend à se concentrer au sein des petites fermes, au détriment des grandes exploitations.

Cette transition agricole « inverse » engendre de nouvelles tensions et oblige à des compromis potentiels entre d'importants objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Pendant la Révolution verte, la croissance des petites exploitations agricoles était considérée comme une proposition gagnante pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire ; les préoccupations concernaient essentiellement les dommages causés à l'environnement. Cela est en train de changer. Les perspectives futures laissent en effet entrevoir une moindre complémentarité, à l'échelle nationale, entre les objectifs de croissance, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire, ce qui impose des choix plus difficiles aux décideurs politiques. Nul ne peut prétendre que toutes les petites exploitations agricoles actuelles (près de 500 millions, d'une surface inférieure à 2 hectares) ont un futur viable dans l'agriculture. Très souvent, la priorité devrait consister à les aider à se diversifier dans des activités non-agricoles ou à trouver des emplois hors-exploitation, voire à abandonner complètement l'agriculture. Toutefois, malgré le pessimisme prévalant ces dernières années quant à l'avenir des petites fermes, leurs situations sont en réalité très diverses, et il existe quantité d'opportunités commerciales viables pour les agriculteurs, sous réserve qu'ils bénéficient d'une assistance appropriée.

Les travaux de recherche distinguent généralement les petites et les grandes fermes, les agriculteurs et les agricultrices, ainsi que les exploitations pauvres et les exploitations riches. Toutefois, il serait plus pertinent, pour mieux cibler les politiques, de reconnaître les différences qui existent au sein de chacun de ces groupes, plutôt qu'entre eux. Une littérature de plus en plus abondante révèle que les exploitations agricoles se différencient de plus en plus par la taille et la stratégie des moyens d'existence, ainsi que par les forces du marché et les facteurs locaux qui ont une influence majeure sur leur avenir en tant qu'agriculteurs, et donc sur le type d'aide requis. Le fossé est également en train de se creuser entre les opportunités agricoles dans les régions dynamiques et dans les régions moins actives ou en retard de développement. Au niveau des petites exploitations agricoles, cela se traduit par un ensemble de situations plus varié et plus polarisé, qui doit être pris en compte lors du ciblage des investissements agricoles. Ce constat revêt une importance particulière si l'objectif est d'aider davantage de petites exploitations à devenir des entreprises prospères et rentables.

Des recherches approfondies sont nécessaires pour développer et tester la pertinence des typologies des petites exploitations agricoles et évaluer les formes d'intervention les plus efficaces pour chaque type de petit agriculteur. Il faut également examiner comment intégrer aux mieux les interventions en agriculture avec les politiques et les investissements complémentaires, tels que la mise en place de filets de sécurité ainsi que l'accompagnement vers la sortie de l'agriculture et la diversification dans des activités hors-exploitation. Un autre défi consiste à élaborer des méthodes pratiques d'identification des différents groupes d'exploitations sur le terrain. Beaucoup de travaux récents utilisent les systèmes d'information géographique (SIG) et les méthodes d'analyse spatiale pour identifier des régions cibles à des fins de développement rural. La plupart de ces travaux visent à cartographier les différentes régions en termes d'agro-écologie, d'accès au marché et de densité de population rurale, mais il y a eu jusqu'à présent peu de recherches visant à ventiler plus finement les données selon les différences existant, entre agriculteurs, en matière de dotation en ressources, d'orientation vers le marché et de genre.

## Introduction

Aux yeux des économistes agricoles, le développement axé sur les petites exploitations agricoles représente le paradigme dominant du développement agricole depuis son succès retentissant dans le cadre de la Révolution verte pendant les années 1960 et 1970 en Asie. Ce paradigme s'appuie sur plusieurs avantages présumés des petites exploitations agricoles :

- les petites fermes sont plus efficaces que les grandes, comme le montre un corpus impressionnant d'études empiriques qui établissent une relation inverse entre la taille de l'exploitation agricole et la productivité de la terre en Asie et en Afrique (Eastwood, Lipton et Newell 2010 ; Binswanger et McCalla 2010). En outre, les rendements plus élevés obtenus par les petites exploitations agricoles résultent généralement de pratiques plus intensives en travail plutôt que de l'utilisation de machines à forte intensité capitaliste. En termes d'efficacité, cela constitue un avantage majeur dans les pays pauvres, où la terre et le capital sont rares par comparaison avec la main d'œuvre ;
- dans les économies pauvres à la main d'œuvre abondante, les petites exploitations agricoles sont non seulement plus efficaces, mais leur développement peut également constituer une proposition « gagnant-gagnant » en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté, du fait qu'elles représentent de larges pans de la population rurale pauvre. La Révolution verte en Asie a démontré qu'une croissance agricole qui touche un grand nombre de petites exploitations agricoles peut transformer les économies rurales et sortir de la pauvreté énormément de personnes (Rosegrant et Hazell, 2000). Des études récentes montrent aussi qu'une répartition plus égalitaire des terres aboutit non seulement à une croissance économique plus forte, mais garantit également que les pauvres bénéficient davantage de cette croissance (Banque mondiale, 2007) ;
- les petites exploitations agricoles contribuent également à renforcer la sécurité alimentaire, car elles nourrissent leurs propres familles tout en approvisionnant les marchés locaux en denrées alimentaires potentiellement moins chères et plus sûres que celles provenant de sources d'approvisionnements alternatives, surtout dans les régions exposées à des coûts de transport élevés. Comme elles produisent de plus forts rendements par hectare que les grandes exploitations agricoles, elles contribuent également à renforcer l'autosuffisance alimentaire nationale dans les pays où la terre est rare ;
- en outre, les ménages vivant sur des petites exploitations agricoles et qui ont des revenus monétaires ont une structure de dépenses plus favorable que celle des grandes exploitations à la croissance de l'économie non-agricole locale et des villes situées dans les zones rurales. Ces ménages dépensent en effet une plus grande part de leurs revenus supplémentaires dans des marchandises et services produits localement, dont bon nombre sont à forte intensité de main d'œuvre (Mellor, 1976 ; Hazell et Roell, 1983). Leur demande génère des revenus et des emplois additionnels dans l'économie non-agricole locale, qui peuvent être bénéfiques pour les pauvres.

Les partisans d'un développement impulsé par les petites exploitations agricoles reconnaissent depuis longtemps que les avantages d'efficacité des petites fermes disparaissent lentement à mesure que les pays se développent. Lorsque le revenu par habitant augmente, les économies se diversifient et les actifs quittent l'agriculture, le niveau des salaires dans les zones rurales croît et le capital devient relativement moins cher que la terre et la main d'œuvre. Il devient alors plus efficace de s'orienter progressivement vers des exploitations agricoles plus grandes. La mécanisation de l'agriculture induit des économies d'échelle, qui accélèrent encore la tendance. On assiste ainsi, dans le processus de développement, à une transition économique naturelle vers des exploitations agricoles plus grandes, transition qui dépend essentiellement du taux de migration des zones rurales vers les zones urbaines et donc de la croissance du secteur non-agricole (Eastwood, Lipton et Newell 2010 ; Huang 1973).

Malgré son indéniable succès, le paradigme du développement des petites exploitations agricoles est très contesté aujourd'hui et le débat fait rage sur sa pertinence actuelle en Asie et en Afrique. Ses détracteurs avancent que la croissance de la population rurale sur une surface agricole fixe, les assauts de la mondialisation et des politiques de libéralisation des marchés, ainsi que l'émergence de nouveaux types de technologies agricoles, ont entraîné un changement du contexte économique pour la petite agriculture. Le proverbe « ce qui est petit est beau » (*small is beautiful*) serait de moins en moins vrai. Le présent *Point de vue* examine ces arguments et leurs implications pour le développement agricole et les stratégies de soutien aux petites fermes.

## Les modèles de transition de la taille des exploitations et leurs conséquences

Bien qu'elles suscitent un scepticisme croissant, les petites exploitations agricoles se révèlent étonnamment résistantes et leur nombre continue même d'augmenter. On compte aujourd'hui près de 450 millions d'agriculteurs qui cultivent moins de 2 hectares, et bien plus d'exploitations agricoles familiales de plus de 2 hectares qui luttent pour leur survie. Les petites exploitations agricoles se concentrent essentiellement en Asie et en Afrique ; elles abritent environ 2 milliards de personnes, dont la moitié de la population mondiale souffrant de sous-alimentation ainsi que la majorité des individus vivant dans l'extrême pauvreté (IFPRI, 2005).

La taille moyenne des exploitations agricoles continue de diminuer dans la majeure partie de l'Asie et de l'Afrique. En Inde, la taille moyenne des exploitations agricoles a quasiment diminué de moitié entre 1971 et 2005/06 et le nombre d'exploitations de moins de 2 hectares a doublé (Tableau 1). En Chine, la taille moyenne des exploitations agricoles a atteint son niveau le plus bas en 2000 et a peu augmenté depuis (Tableau 2). Les données sur la taille des exploitations agricoles sont bien meilleures pour l'Asie que pour l'Afrique, mais selon Jayne (2012) et Djurfled et Jirstrom (2013) la taille moyenne des exploitations agricoles est déjà en baisse dans nombre des pays les plus peuplés d'Afrique et les petites fermes de moins de 5 hectares sont de plus en plus dominantes.



**Tableau 1 : Répartition des exploitations agricoles selon leur surface moyenne en Inde**

Année de recensement	Surface moyenne par exploitation agricole (ha)	Nombre de fermes < 2 hectares (millions)
1971	2,3	49,11
1991	1,6	84,48
1995/96	1,4	92,82
2001	1,3	98,1
2005/06	1,2	107,64

Source : Banque mondiale (2007)

**Tableau 2 : Evolution de la surface moyenne par exploitation et de la diversification des revenus des ménages agricoles en Chine**

	Surface cultivée (ha/ménage)	% du revenu net issu de l'agriculture	% du revenu net issu de salaires	% du revenu net issu d'autres sources
1985	0,7	66,3	18,2	15,5
1990	0,67	50,2	20,2	29,6
1995	0,65	50,7	22,4	26,9
2000	0,55	37	31,2	31,8
2005	0,57	33,7	36,1	30,2
2010	0,6	29,1	41,1	29,8

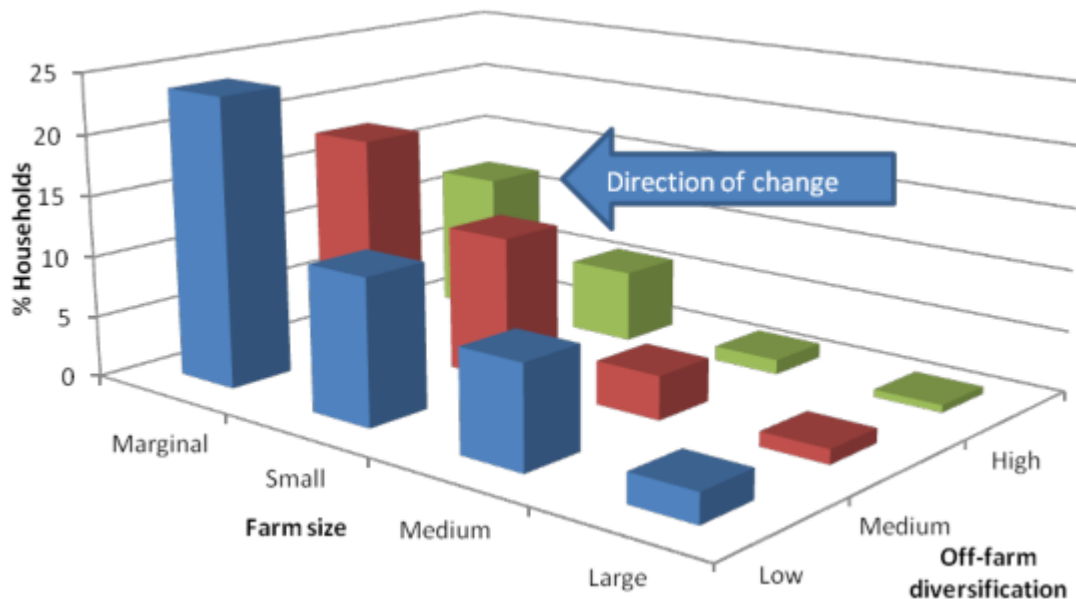
Source : Huang, Wang et Qiu (2012)

On observe par ailleurs une diversification croissante des sources de revenus des petites fermes vers des activités hors-exploitation, souvent parce que ces fermes sont trop petites pour assurer un revenu adéquat aux agriculteurs. En Chine, la part des revenus non-agricoles des ménages agricoles a augmenté de 33,7 % en 1985 à 63 % en 2000 et 70,9 % en 2010 (Huang, Wang et Qiu, 2012). Cet exemple est un cas extrême, mais la part des revenus non-agricoles atteint 40 % ou plus dans beaucoup d'autres pays d'Asie et dans ceux d'Afrique subsaharienne, et elle est souvent plus élevée pour les exploitations agricoles plus petites (Haggblade, Hazell et Reardon, 2007). En moyenne, cette diversification est plus avancée en Asie qu'en Afrique, mais il existe des variations considérables au sein de chaque continent.

En dépit d'importantes variations par pays et par région, le modèle dominant est celui de la multiplication des petites fermes, de la diminution de la taille des exploitations agricoles et d'une plus grande diversification de leurs revenus. Malgré l'augmentation, parfois très rapide, du revenu national par habitant, il y a encore peu de signes d'une évolution vers le modèle de consolidation des exploitations agricoles observé lors de la transformation économique de la plupart des pays actuellement industrialisés. Au contraire, relativement peu d'actifs quittent leurs exploitations agricoles pour la ville ; ils tendent plutôt à se diversifier dans une activité non-agricole, tout en conservant leur petite exploitation. Cette transformation « inverse » se traduit par une répartition par taille des exploitations agricoles qui ressemble de plus en plus à la Figure 1. On constate une orientation générale de cette répartition vers le point d'origine sur l'axe horizontal, tandis que la diversification vers des activités hors-exploitation entraîne un mouvement simultané le long de l'axe vertical. Même

dans les pays où les terres abondent et où la taille moyenne des exploitations agricoles est en augmentation, de nombreuses petites exploitations agricoles subsistent dans les régions moins dynamiques. Dans certains pays (par exemple au Bangladesh, en Inde et aux Philippines), la surface agricole totale tend même à se concentrer dans les petites fermes, au détriment des grandes exploitations agricoles.

**Figure 1 : Représentation stylistique de la répartition émergente des ménages agricoles selon la taille des exploitations et le degré de diversification vers des activités hors-exploitation**



De nombreux facteurs nourrissent cette transition inverse de la taille des exploitations agricoles :

- la croissance rapide de la population rurale, en particulier dans les pays déjà très peuplés ;
- la croissance insuffisante des emplois urbains pour accélérer la migration des zones rurales vers les villes. Même les pays qui connaissent une croissance économique relativement forte, comme l'Inde, n'ont pas généré une augmentation suffisante d'emplois non-agricoles. Le Bangladesh et la Chine sont, semble-t-il, deux exceptions récentes ;
- les autres obstacles à la migration vers les zones urbaines, comme la langue, les barrières raciales et culturelles, les restrictions légales à l'installation (comme en Chine) ;
- les règles d'héritage qui conduisent à une subdivision des exploitations agricoles entre plusieurs personnes ;
- les modèles de peuplement rural à forte densité qui offrent suffisamment d'opportunités de revenus dans l'économie non-agricole locale, de sorte que les

personnes travaillant dans les exploitations agricoles n'ont pas besoin de migrer vers les zones urbaines ;

- un nombre croissant d'opportunités agricoles à forte valeur ajoutée, qui se traduisent par de nouvelles opportunités d'emploi, d'importance significative, dans l'agriculture ;
- les restrictions sur les transactions foncières, telles que le plafonnement de la taille des exploitations agricoles (Inde) ou les systèmes de droits fonciers indigènes qui limitent les opportunités de remembrement (Afrique) ;
- une population d'agriculteurs vieillissante et peu mobile. Les sorties d'exploitations agricoles tendent dès lors à devenir un phénomène intergénérationnel ; la terre se concentre lorsque les agriculteurs prennent leur retraite ou décèdent ;
- les contraintes sur les opportunités d'emploi des femmes, qui les cantonnent à la ferme ;
- les systèmes de sécurité sociale inadaptés, qui poussent les agriculteurs à conserver leur exploitation pour s'assurer une retraite ;
- les subventions et les autres politiques de soutien à l'activité agricole, qui rendent la petite agriculture plus attractive que ne le suggère sa valeur économique réelle.

Nombre de ces facteurs ont un impact très fort, qui ne devrait pas diminuer dans un futur proche. Dans les pays pauvres et densément peuplés qui enregistrent une croissance rapide de leur population rurale (dans certaines régions de l'Asie du Sud et une grande partie de l'Afrique), la pression sur la terre continuera sans doute de croître. Combien de petites exploitations resteront engluées dans une agriculture à faible productivité et dans la pauvreté, combien parviendront à s'extraire de la pauvreté en se diversifiant dans des activités agricoles à forte valeur ajoutée ou dans des activités non-agricoles productives ou en abandonnant l'agriculture ? Cela dépendra essentiellement des taux de croissance économique, par pays et par région, et des liens existant entre zones urbaines et zones rurales. Dans les pays à faible croissance et plus généralement dans les régions peu dynamiques, beaucoup d'agriculteurs petits et marginaux semblent condamnés à l'agriculture de subsistance et à la pauvreté.

Les précédentes expériences du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud suggèrent que la transition inverse de la taille des exploitations agricoles pourrait se poursuivre au moins jusqu'à ce que les pays concernés atteignent un statut de revenu intermédiaire (Otsuka 2012). Au Japon, par exemple, ce n'est que vers 1960 que la taille moyenne des exploitations agricoles a atteint son niveau le plus bas, soit 1 hectare, avant de remonter à 1,2 hectare en 1980 puis 1,8 hectare en 2005, tandis que la part des exploitations agricoles de moins de 3 hectares est tombée de 97,6 % à 90,5 % au cours de la même période. La Chine pourrait finalement avoir atteint ce point de basculement, la taille moyenne des exploitations agricoles qui avait chuté de 0,7 hectare en 1985 à 0,55 hectares en 2000 ayant augmenté à 0,6 hectare en 2010 (Tableau 2). Toutefois, on manque de données pour déterminer si le nombre de petites exploitations agricoles diminue réellement aujourd'hui en Chine.

## La transition inverse de la taille des exploitations : en quoi importe-t-elle ?

*Du point de vue de l'efficacité ou de la croissance économique, la diminution de la taille des exploitations agricoles importe peu, sauf s'il y a des économies d'échelle en agriculture. Sur le plan de la production, les données disponibles continuent de démontrer une relation inverse entre la productivité de la terre et la taille des exploitations agricoles, mais les petites exploitations agricoles sont confrontées à des difficultés croissantes pour l'accès aux intrants modernes, au crédit et aux marchés à forte valeur ajoutée. Les grandes exploitations semblent capables de réaliser des économies d'échelle et de gamme en s'intégrant dans des chaînes de valeur. Il est donc possible que les petites fermes deviennent moins efficaces que les grandes, sauf si elles s'organisent pour commercialiser en commun. Dans ce cas précis, la transition inverse revêt donc de l'importance en termes d'efficacité.*

Un autre motif de préoccupation, particulièrement en Afrique et en Amérique latine, tient à la concurrence croissante de l'agriculture de ferme. Les grandes exploitations peuvent en effet exploiter des technologies agricoles entièrement nouvelles, comme l'agriculture de précision guidée par GPS, le travail réduit du sol, les semences génétiquement modifiées et les kits agrochimiques. Elles bénéficient en outre d'investissements et de connexions politiques qui leur offrent un accès privilégié aux marchés, aux intrants modernes, à l'assurance et au crédit – d'où des niveaux de rendements et des structures de coûts tout simplement imbattables, inaccessibles aux petites exploitations (Byerlee et al. 2012 ; Deininger et Byerlee 2011). Un bon exemple en est le modèle de développement de la région du Cerrado, au Brésil, transposé par des investisseurs privés dans certaines régions d'Afrique (FAO et Banque mondiale 2009). Dans les pays ayant un excédent de terres, ce développement peut être bienvenu et inéluctable, mais dans les pays plus peuplés, s'il n'est pas géré avec attention, il constitue une menace grandissante pour les petits agriculteurs.

Autre sujet d'inquiétude sur le plan économique : à mesure que la taille des petites exploitations agricoles diminue, leurs revenus monétaires et leurs types de dépenses peuvent devenir moins favorables à la croissance de l'économie rurale non-agricole. Pendant la Révolution verte en Asie, par exemple, les petites exploitations agricoles généraient d'importants excédents, vendus sur le marché, et des revenus monétaires significatifs dont la majeure partie était dépensée localement pour acquérir divers intrants agricoles, des biens de consommation et des services, ainsi que des biens d'investissement destinés à l'exploitation et au ménage. Ces dépenses et ces investissements ont engendré à leur tour une croissance intensive en emplois dans l'économie rurale non-agricole - ou se sont traduits par de forts multiplicateurs de croissance (voir Haggblade, Hazell et Dorosh (2007) pour un examen de la littérature). Aujourd'hui, les petites exploitations agricoles ont une superficie inférieure de moitié, voire plus, à celle de l'époque de la Révolution verte et beaucoup d'entre elles sont tournées vers l'autosubsistance plutôt que vers le marché. Les conséquences de cette situation dépendent en grande partie de la manière dont les revenus non-agricoles sont dépensés, mais ce sont probablement les exploitations agricoles de taille moyenne et tournées vers le marché qui génèrent aujourd'hui des multiplicateurs de croissance significatifs.

*Du point de vue de la sécurité alimentaire*, la transition inverse pose un dilemme complexe. Les petites exploitations agricoles pourvoient à la sécurité alimentaire d'un très grand nombre de pauvres dans les régions rurales. Mais beaucoup de petites exploitations sont des acheteurs nets de nourriture et ne produisent pas assez pour alimenter les grandes agglomérations urbaines. Or, la part de la population urbaine devrait augmenter considérablement dans les pays en développement (Nations unies, 2011)<sup>1</sup> ; nourrir les villes nécessitera d'accroître rapidement les quantités de produits alimentaires vendues sur le marché. Pour la plupart des produits, ces quantités seront fournies par les exploitations agricoles plus grandes et par les petites exploitations tournées vers le marché et capables de générer des excédents nets. Les programmes de sécurité alimentaire doivent donc s'appuyer sur deux piliers. Le premier consiste à fournir une assistance aux nombreux petits agriculteurs qui travaillent essentiellement pour subvenir à leurs propres besoins. Le deuxième consiste à investir dans les exploitations agricoles de taille moyenne et grande, ainsi que dans les petites exploitations orientées vers le marché et capables de produire des excédents pour approvisionner les villes. Aujourd'hui, près de la moitié des personnes qui souffrent de sous-alimentation dans les pays en développement vivent dans des petites exploitations agricoles (IFPRI, 2005). Il est donc crucial d'aider les agriculteurs tournés vers l'autosubsistance pour relever le défi mondial de la sécurité alimentaire. Mais avec la progression de l'urbanisation, une part grandissante des pauvres habitera en ville et n'aura plus de lien avec la terre. Le soutien aux exploitations agricoles commerciales deviendra de plus en plus important pour assurer la sécurité alimentaire des pauvres.

*Du point de vue de la pauvreté et de l'égalité des revenus*, la transition inverse pose également des défis complexes. Bien que la diversification dans des activités non-agricoles puisse compléter utilement les revenus agricoles, elle risque d'être insuffisante pour vivre décemment, sortir de la pauvreté ou prévenir le creusement des écarts de revenus entre ruraux et urbains. Les opportunités de diversification locale dans l'agriculture à forte valeur ajoutée et les activités non-agricoles sont plus nombreuses dans les pays à croissance rapide et dans les zones rurales dynamiques et plus densément peuplées. Dans ces régions, les petites exploitations agricoles peuvent obtenir des moyens d'existence adéquats en dépit d'une faible superficie. Ailleurs, les possibilités de diversification dans l'agriculture à forte valeur ajoutée ou les opportunités non-agricoles locales sont plus limitées, condamnant davantage de petites exploitations agricoles à l'autosubsistance et à la pauvreté. Ce phénomène est particulièrement courant dans les régions en retard de développement, qui abritent aujourd'hui la majorité des paysans pauvres en Asie (Ghani, 2010).

En Inde comme dans d'autres pays d'Asie, la croissance des envois de fonds des travailleurs émigrés et la hausse des revenus non-agricoles, dans les zones rurales, semblent avoir été suffisantes, ces dernières années, pour permettre aux ménages agricoles d'éviter un creusement des écarts de revenu par habitant, par rapport aux ménages urbains. Les taux de pauvreté rurale ont également baissé, parallèlement aux taux de pauvreté urbaine (Otsuka, 2012 ; Binswanger-Mkhize, 2012). Mais cela n'est pas vrai dans les pays à croissance lente, notamment en Afrique, où les écarts de revenus ruraux-urbains progressent et où les taux de pauvreté rurale restent durablement élevés. La croissance relativement faible du secteur

---

<sup>1</sup> Selon les prévisions de l'Organisation des Nations unies, la part de la population vivant en ville en 2050 devrait atteindre 58 % en Afrique et 64 % en Asie.

agricole et les densités de population rurale généralement plus clairsemées en Afrique limitent également les opportunités de croissance rurales non-agricoles.

Les exemples du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan suggèrent que la diversification des revenus des petites exploitations agricoles ne constitue pas une solution à long terme au problème des écarts de revenus entre ruraux et urbains. Dans ces pays, les gouvernements ont finalement dû prendre des mesures de soutien des revenus, afin de réduire ces écarts. La Chine et d'autres pays asiatiques commencent également à suivre cette voie (Otsuka, 2012).

*Du point de vue environnemental*, l'augmentation du nombre d'exploitations agricoles petites et marginales peut donner des résultats mitigés. Beaucoup de petites exploitations ont des systèmes de culture complexes qui sont écologiquement équilibrés et contribuent à préserver in situ des aliments sous-utilisés et négligés, ainsi que des variétés indigènes de semences et d'animaux d'élevage. D'un autre côté, de nombreuses petites fermes qui pratiquent une agriculture intensive sont des sources importantes de pollution environnementale et de zoonoses. Beaucoup d'autres petites exploitations agricoles luttent pour survivre et peuvent se retrouver piégées dans une spirale descendante de dégradation des ressources et de pauvreté (Cleaver et Schrieber, 1994). D'autres empiètent sur les forêts et jouent un rôle important dans la déforestation. En outre, la multiplication des petites exploitations agricoles, dans un paysage donné, rend plus difficile l'introduction de pratiques de gestion des ressources naturelles à haute intensité de connaissances et, éventuellement, la mise en œuvre des types d'action collective requis pour gérer de manière durable les bassins versants et les territoires qui font l'objet d'une utilisation commune. Toutefois, il faut aussi noter que beaucoup de grandes fermes causent également des dommages significatifs à l'environnement.

*En résumé*, la transition inverse n'est pas toujours une bonne chose ; elle crée de nouvelles tensions et oblige à des compromis potentiels entre d'importants objectifs économiques, sociaux et environnementaux. L'hypothèse faite auparavant, selon laquelle la croissance des petites exploitations agricoles constitue une proposition gagnante pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, ne va plus de soi aujourd'hui. Les perspectives futures laissent entrevoir une complémentarité moindre entre ces objectifs, ce qui impose des choix plus difficiles aux décideurs politiques.

La faille grandissante entre les multiples objectifs recherchés est particulièrement visible dans l'émergence récente de deux programmes agricoles très différents. D'une part, les hausses récentes des prix de l'alimentation et de l'énergie dans le monde ont fait de la croissance agricole une condition impérative pour la sécurité alimentaire. Comme la plupart des ménages souffrant d'insécurité alimentaire vivent dans des régions rurales et travaillent principalement dans des exploitations agricoles, améliorer la productivité des exploitations tournées vers l'autosubsistance est devenu une priorité. Lors du Sommet du G8 de L'Aquila, en 2009, les chefs d'État et de gouvernement et les responsables de 43 pays et organisations multilatérales se sont engagés à « agir selon l'échelle et l'urgence requises pour atteindre une sécurité alimentaire globale durable » et ont créé la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. D'un autre côté, la hausse des prix agricoles et de l'énergie ont transformé la croissance agricole en une opportunité « commerciale » pour la production de denrées alimentaires, de matières premières et de biocarburants, avec une augmentation significative des investissements agricoles réalisés par des fonds souverains et des entreprises étrangères et nationales.

Malheureusement, ces deux facteurs de changement ne sont pas nécessairement complémentaires. De nombreux bailleurs et organisations non gouvernementales tentent d'imposer un vaste programme d'action sur le plan social et environnemental, et en liaison avec le changement climatique. Ce programme privilégie les exploitations agricoles d'autosubsistance, pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté, et n'accorde pas beaucoup d'importance à la croissance agricole (Badiane, 2008). Le secteur privé, quant à lui, plaide pour un nouvel agenda axé sur le business, en mettant souvent l'accent sur les grandes exploitations agricoles commerciales, les chaînes de valeur intégrées et les exportations. Nombre de gouvernements semblent indécis quant à l'approche à suivre : faut-il appliquer une stratégie orientée vers la « sécurité alimentaire » ou vers le « business » ?

Une stratégie axée sur le business n'est pas forcément incompatible avec une approche « pro-pauvres » fondée sur la sécurité alimentaire, si elle implique un grand nombre de petites exploitations agricoles qui sont ou peuvent devenir viables sur le plan commercial. Les investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur créent d'ores et déjà de nouvelles opportunités de marché pour certaines petites exploitations, en particulier pour les produits à forte valeur ajoutée. Cependant, il devient également évident qu'un nombre croissant de petites fermes sont laissées à la traîne, tandis que les plus grandes exploitations gagnent des parts de marché. Beaucoup de petites exploitations agricoles non seulement passent à côté des nouvelles chaînes d'approvisionnement à forte valeur, mais ont également perdu, dans plusieurs pays, l'accès aux intrants modernes, au crédit et aux débouchés, même pour les produits alimentaires de base (Djurfeldt, Aryeetey et Isinika, 2011). L'intensification de l'accaparement des terres et le développement de l'agriculture de firme menacent d'expulser les petits agriculteurs de leurs terres, comme de leurs marchés (Deininger et Byerlee, 2010).

Ces défis ont amené certains commentateurs à suggérer que les petites exploitations agricoles ont peu d'avenir en tant qu'entreprises commerciales. Selon eux, il serait plus judicieux d'encourager les investissements privés dans les grandes exploitations et d'axer l'intervention publique sur la diversification des petits agriculteurs dans des activités non-agricoles, tout en incitant davantage d'actifs à migrer vers les zones urbaines (Maxwell et al., 2001 ; Collier, 2009). Selon le point de vue opposé, les petites exploitations agricoles peuvent rester compétitives sur le marché en tant qu'entreprises à temps plein ou à temps partiel, à condition que le secteur public les soutienne en investissant dans le type de recherche-développement et d'infrastructures susceptibles d'améliorer leur compétitivité et en promouvant les organisations d'agriculteurs afin de renforcer leur pouvoir de négociation sur le marché (Hazell et al., 2007).

Compte tenu de ce qui précède, il est difficile de ne pas être d'accord avec Dercon et Collier (2013) quand ils affirment qu'il faut dépasser le débat entre petites et grandes exploitations agricoles pour réfléchir plutôt en termes de portefeuilles appropriés de petites, moyennes et grandes exploitations agricoles, selon les dotations en ressources et le stade de développement des pays. Si l'on devait formuler le problème en termes de programmation mathématique, en vue d'identifier une répartition optimale des exploitations selon leur taille et en fonction des différents objectifs nationaux, les solutions aboutiraient à un grand nombre de petites exploitations agricoles, pour autant que l'emploi et la réduction de la pauvreté figurent parmi ces objectifs.

Nous devons également reconnaître que beaucoup de petites fermes ne réussiront pas à devenir des entreprises commerciales, en particulier s'il s'agit d'agriculteurs qui ont peu de moyens de production et vivent dans des régions peu développées. Certaines de ces exploitations sont déjà en train de diversifier leurs sources de revenus hors de l'agriculture, mais il existe pléthore de situations où cette diversification n'est pas encore possible à l'échelle requise et où les revenus des activités non-agricoles restent trop faibles pour leur permettre de s'extraire de la pauvreté. Nombre d'entre elles s'enfoncent dans la pauvreté et se limitent de plus en plus à produire pour leur propre subsistance, à cause de la hausse des prix de l'alimentation et d'un manque d'accès à la terre, aux marchés et aux intrants modernes.

## Quelle est la bonne stratégie pour les petites exploitations agricoles ?

Les petites exploitations agricoles forment un groupe très divers. Leur trajectoire future est très variable : elle dépend de leurs moyens de production, de leurs aspirations et du contexte national et régional. Les politiques et les investissements visant à aider les petites fermes doivent tenir compte de cette diversité et de ces contextes.

Plusieurs typologies d'exploitations agricoles ont été proposées pour appréhender la diversité des situations. Vorley (2002) distingue les agriculteurs qui opèrent dans trois mondes ruraux. Dans le monde rural 1, les agriculteurs commerciaux sont globalement compétitifs, reliés aux marchés d'exportation et utilisent des technologies modernes ; dans le monde rural 2, les agriculteurs vendent leur production essentiellement sur les marchés locaux, régionaux et nationaux et utilisent des technologies intermédiaires ; dans le monde rural 3, les agriculteurs sont tournés vers l'autosubsistance et utilisent des technologies traditionnelles. La Banque mondiale (2007) identifie cinq groupes de petites exploitations agricoles : celles qui sont orientées vers le marché, vers l'autosubsistance, vers les emplois hors-exploitation, vers la migration, et celles dont les ménages conjuguent de multiples sources de revenus. Berdegue et Escobar (2002) identifient trois groupes d'exploitations agricoles familiales selon le contexte régional et les moyens de production des ménages. La première catégorie regroupe les exploitations familiales bien dotés en moyens de production (terres, main d'œuvre et/ou accès au capital), qui sont implantées dans des régions au fort potentiel agricole et bénéficient d'un bon accès aux marchés. Ces agriculteurs sont en général parfaitement intégrés dans l'économie de marché et contribuent de manière substantielle à la production de denrées alimentaires pour les marchés intérieurs et internationaux. La deuxième catégorie englobe les exploitations familiales dont les moyens de production et le potentiel de production agricole sont raisonnables, mais qui sont contraintes par leur localisation dans des économies régionales à faible croissance et avec un accès limité au marché. La troisième catégorie rassemble les agriculteurs pauvres en ressources, installés dans des endroits où les conditions sont difficiles non seulement pour l'agriculture, mais aussi, souvent, pour les activités non-agricoles. La majorité des petits agriculteurs de ce groupe sont pauvres, tournés vers l'autosubsistance et ont éventuellement des revenus provenant d'activités non-agricoles à faible productivité. Fan et al. (2013) différencient les petites exploitations agricoles en fonction de leur rentabilité au sein du secteur agricole (agriculteurs de subsistance sans potentiel de rentabilité, agriculteurs de subsistance avec potentiel de rentabilité, petits agriculteurs commerciaux) et selon le stade de transformation de l'économie (économies



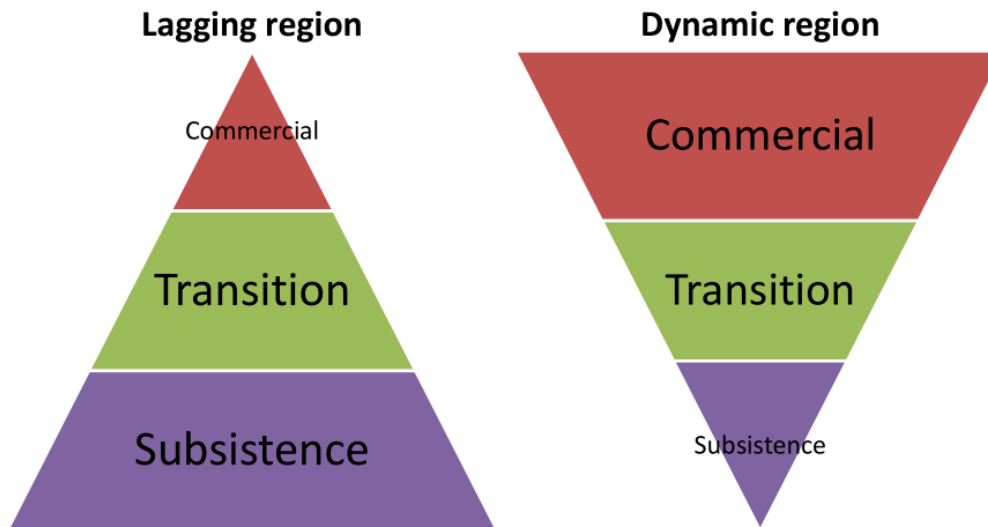
basées sur l'agriculture, en phase de transformation ou ayant déjà accompli leur transformation).

Les éléments-clés de ces typologies sont les caractéristiques de la région où sont implantés les agriculteurs (notamment son potentiel agricole et son accès aux marchés) et les caractéristiques des ménages agricoles eux-mêmes (moyens de production, orientation commerciale, sens des affaires, degré de diversification dans des activités hors-exploitation). En s'appuyant sur ces travaux, Hazell (2013) classe les petites exploitations agricoles en trois groupes, aux fins de ciblage du soutien :

- les *petites exploitations agricoles commerciales* sont déjà connectées avec succès aux chaînes de valeur, ou elles pourraient y parvenir avec un peu d'aide. Ce groupe comprend des agriculteurs à temps plein ou à temps partiel ;
- les *petites exploitations agricoles en transition* disposent ou disposeront bientôt d'opportunités non-agricoles favorables. Elles seraient en meilleure situation si elles abandonnaient complètement l'agriculture ou tiraient la majeure partie de leurs revenus d'activités hors-exploitation. La plupart des agriculteurs en transition quitteront probablement l'agriculture, ce n'est qu'une question de temps et de manière. Ceux qui resteront seront agriculteurs à temps partiel et seront sans doute assez peu tournés vers le marché ;
- les *petites exploitations agricoles de subsistance* sont marginalisées pour diverses raisons difficiles à changer, comme la discrimination ethnique, la contamination par le virus du sida ou leur implantation dans des régions reculées, au potentiel agricole limité. Nombre de ces facteurs empêchent ces agriculteurs d'entrer dans la catégorie des exploitations en transition. Ils vendent fréquemment une petite part de leur production au moment de la récolte, pour gagner de l'argent, mais ils restent invariablement, sur l'ensemble de l'année, acheteurs nets de nourriture.

L'importance relative de ces trois groupes de petites exploitations varie considérablement d'une région à l'autre (Figure 2). Dans une région défavorisée (*lagging region*) d'un pays à croissance faible - le pire des mondes possibles, une situation hélas trop répandue en Afrique -, il y a peu de fermes tournées vers le marché, tandis que les petites exploitations de subsistance sont légion. Ces dernières tentent de vivre décemment mais l'absence d'opportunités non-agricoles les en empêche, ce qui laisse nombre d'entre elles piégées dans une agriculture à faible productivité. A l'opposé, dans une région dynamique (*dynamic region*) d'un pays dynamique - comme certaines régions côtières en Chine -, il y a beaucoup de petites exploitations agricoles tournées vers le marché, qui produisent de grandes quantités de produits à forte valeur ajoutée pour les villes ; il y a aussi un grand nombre de petites exploitations qui ont arrêté l'agriculture pour saisir des opportunités bien plus rémunératrices dans l'industrie ou dans l'économie non-agricole locale, et un tout petit groupe d'exploitations de subsistance, souvent tenues par des personnes âgées ou des infirmes. Il va de soi qu'un très grand nombre de régions se situent entre ces deux extrêmes.

**Figure 2 : Importance relative des trois groupes de petites exploitations agricoles**



Avec la croissance économique et l'urbanisation, une grande part des petites exploitations agricoles commerciales peuvent prospérer en se diversifiant dans une agriculture à forte valeur ajoutée. Les petites exploitations qui ont le plus de chance de succès tendent à être implantées dans les régions offrant un fort potentiel agricole et un accès au marché. Au fil du temps, certaines petites fermes tournées vers le marché deviendront de grandes exploitations, tandis que d'autres rejoindront le groupe des exploitations en transition ou abandonneront avec profit l'agriculture pour pratiquer des activités non-agricoles. Les agriculteurs en transition auront, ou pourront acquérir, des compétences et des moyens de production adaptés pour entreprendre des activités non-agricoles, et il est probable qu'ils vivront dans des régions bien desservies, offrant un accès à des opportunités non-agricoles. Leur production agricole sera orientée vers l'autoconsommation, plus que vers le marché. Les exploitations agricoles de subsistance se maintiendront surtout dans les régions plus défavorisées et les zones tribales ; elles produiront essentiellement des aliments traditionnels (végétaux et animaux), destinés à leur propre consommation.

Le Tableau 3 résume les types de transitions possibles pour chacun des trois groupes de petites exploitations agricoles. Sur une période définie, représentée dans le tableau comme une évolution de la période  $t$  à la période  $t+1$ , il est souhaitable que les exploitations de subsistance deviennent des exploitations en transition ou commerciales ; que les exploitations en transition évoluent avec succès vers l'économie non-agricole ; et que les petites exploitations commerciales prospèrent en tant que telles, s'agrandissent ou trouvent des stratégies de sortie favorables vers l'économie non-agricole. Ce qu'il faut éviter, c'est que beaucoup de petites fermes reviennent à une agriculture de subsistance, ou y soient cantonnées, et que les exploitations en transition ne parviennent pas à s'intégrer dans l'économie non-agricole.

**Tableau 3 : Trajectoires de transition  
pour les différents groupes de petites exploitations agricoles**

Type de petite exploitation		Période t+1				
		Subsistance	En transition	Commerciale	Grande exploitation	Economie non-agricole
Période t	Subsistance	O	X	X		
	En transition	O	O			X
	Commerciale	O	O	X	X	X

Note : X = transition souhaitée ; O = transition indésirable

## Quelques principes directeurs pour l'aide aux petites exploitations agricoles

Le Tableau 4 présente les types d'intervention pertinents pour chacun des trois groupes de petites exploitations agricoles. Les petites exploitations agricoles commerciales doivent être soutenues en tant qu'entreprises agricoles. Elles doivent pouvoir accéder aux technologies améliorées et aux pratiques de gestion des ressources naturelles, aux intrants modernes, aux services financiers et aux marchés, et bénéficier d'un accès garanti à la terre et à l'eau. Une grande partie de l'aide qui leur est accordée doit privilégier les productions à forte valeur ajoutée et être fournie en fonction d'objectifs commerciaux. Nombre de ces exploitations, notamment celles qui sont tenues par des femmes et d'autres groupes vulnérables, auront également besoin d'appui pour acquérir les connaissances et les compétences requises pour devenir des entrepreneurs commerciaux intégrés avec succès dans les chaînes de valeur qui existent aujourd'hui. Pour beaucoup de petits agriculteurs, gérer les risques liés au marché et au climat est un défi ; ils doivent être en mesure de s'assurer, disposer de filets de sécurité, mais aussi développer des systèmes de production résilients.

Les agriculteurs en transition ont besoin d'aide pour obtenir les compétences et les moyens de production appropriés pour réussir dans l'économie non-agricole, mais aussi, dans de nombreux cas, pour développer de petites entreprises agricoles. Cela peut être particulièrement important pour les femmes et les autres groupes vulnérables qui ont peu d'expérience dans le travail hors de la ferme. La transition vers l'économie non-agricole peut également être facilitée par la sécurisation des droits fonciers et par le développement de marchés fonciers efficaces, permettant aux agriculteurs de vendre plus aisément leur exploitation. Comme beaucoup d'agriculteurs en transition resteront sans doute exploitants à temps partiel, ils peuvent également tirer parti des technologies améliorées et des pratiques de gestion des ressources naturelles pour accroître leur productivité agricole.

Les agriculteurs de subsistance sont généralement pauvres. Ils ont besoin, avant tout, d'une protection sociale, généralement sous la forme de filets de sécurité, de subventions pour l'achat de denrées alimentaires ou de transferts monétaires. Les interventions susceptibles d'accroître la productivité de leur exploitation agricole (par exemple, des technologies améliorées et des pratiques de gestion des ressources naturelles) peuvent contribuer à améliorer substantiellement leur sécurité alimentaire, voire générer des revenus monétaires,

et être plus efficaces, relativement à leur coût, que certaines formes de protection sociale. Cependant, les agriculteurs de subsistance ont une capacité limitée à acheter des intrants modernes et à prendre un crédit, de sorte que des technologies intermédiaires demandant peu d'intrants achetés peuvent s'avérer nécessaires. Sinon, les intrants devront être fortement subventionnés. Les agriculteurs de subsistance sont généralement les plus exposés et les plus vulnérables aux risques climatiques ; ils doivent donc disposer de filets de sécurité, mais aussi développer des systèmes de production agricole résilients.

**Tableau 4 : Types d'aide pertinents pour les différents groupes de petites exploitations agricoles**

Type de petite exploitation	Type d'aide
Commerciale	<p><u>Pratiquer l'agriculture comme un business</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Technologies améliorées, pratiques de gestion des ressources naturelles</li> <li>. Organiser les petits agriculteurs pour la commercialisation</li> <li>. Inciter les grandes firmes d'agribusiness à se rapprocher des petites fermes</li> <li>. Accès aux semences, aux engrais, au crédit et à l'assurance</li> <li>. Sécuriser les droits fonciers et développer des marchés fonciers efficaces</li> <li>. Développer l'esprit d'entreprise</li> <li>. Donner plus de pouvoir aux femmes et aux autres groupes vulnérables</li> <li>. Construire des systèmes de production agricole résilients</li> <li>. Filets de sécurité</li> </ul>
En transition	<p><u>Sortir de l'agriculture</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Formation et soutien à des activités non-agricoles, y compris le développement de petites entreprises</li> <li>. Développer l'esprit d'entreprise</li> <li>. Donner plus de pouvoir aux femmes et aux autres groupes vulnérables</li> <li>. Sécuriser les droits fonciers et développer des marchés fonciers efficaces</li> <li>. Technologies améliorées, pratiques de gestion des ressources naturelles</li> <li>. Filets de sécurité</li> </ul>
Subsistance	<p><u>Protection sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Filets de sécurité et transferts monétaires</li> <li>. Technologies améliorées, pratiques de gestion des ressources naturelles</li> <li>. Subventions aux intrants pour la production autoconsommée</li> <li>. Sécuriser les droits fonciers</li> <li>. Construire des systèmes de production agricole résilients</li> <li>. Donner plus de droits aux femmes et aux autres groupes vulnérables</li> <li>. Soutien à la diversification dans des activités hors-exploitation</li> </ul>

Bien que le choix des politiques de soutien doive être différent pour les trois groupes de petites exploitations agricoles, toutes les interventions n'ont pas besoin d'être soigneusement ciblées. Si une intervention ciblant un groupe donné peut profiter à d'autres groupes à un coût supplémentaire faible, voire nul par rapport au coût supporté pour atteindre le groupe visé (ce qui est le cas, par exemple, pour certains types de recherche-développement agricole), les bénéfices captés par les autres groupes peuvent alors être considérés comme des « retombées positives » et un ciblage précis n'est pas forcément nécessaire. Mais si les bénéfices captés par les autres groupes représentent un détournement de ceux destinés au groupe visé, cela doit être considéré comme une « fuite », dont l'impact doit être réduit par un ciblage précis de l'intervention. Tombent dans cette catégorie, notamment, les transferts monétaires, les subventions à l'alimentation et les bons pour engrais destinés aux pauvres.

Des recherches approfondies sont nécessaires pour développer et tester la pertinence des typologies des petites exploitations agricoles et évaluer les formes d'intervention les plus efficaces pour chaque type de petit agriculteur. Il faut également analyser comment intégrer aux mieux les interventions en agriculture avec les politiques et les investissements complémentaires, tels que la mise en place de filets de sécurité ainsi que l'accompagnement vers la sortie de l'agriculture et la diversification dans des activités hors-exploitation. Un autre défi consiste à élaborer des méthodes pratiques d'identification des différents groupes d'exploitations sur le terrain. Beaucoup de travaux récents utilisent les systèmes d'information géographique (SIG) et les méthodes d'analyse spatiale pour identifier des régions cibles à des fins de développement rural. La plupart de ces travaux visent à cartographier les différentes régions en termes d'agro-écologie, d'accès au marché et de densité de population rurale (voir par exemple Omamo et al., 2006), mais il y a eu jusqu'à présent peu de recherches visant à ventiler plus finement les données selon les différences existant, entre agriculteurs, en matière de dotation en ressources, d'orientation vers le marché et de genre.

## Conclusion

Les arguments en faveur de stratégies de développement fondées sur les petites exploitations agricoles, visant simultanément à promouvoir la croissance agricole et à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, sont aujourd'hui moins évidents qu'à l'époque de la Révolution verte. Sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs - urbanisation rapide, transition inversée de la taille des exploitations agricoles vers des fermes toujours plus petites et plus diversifiées, émergence d'un agenda commercial impulsé par les entreprises en réponse à la hausse des prix agricoles et de l'énergie -, les décideurs politiques doivent désormais différencier plus précisément les besoins des divers types de petites exploitations et mieux sérier les objectifs de croissance, de réduction de la pauvreté et de renforcement de la sécurité alimentaire.

Beaucoup de petites exploitations agricoles sont aujourd'hui trop petites pour fournir des revenus adéquats. Généralement, les familles vivant sur ces exploitations ont entamé une transition dans l'économie non-agricole ou se trouvent piégées dans une agriculture de subsistance, souvent dans des régions peu dynamiques. Ces deux types de petites exploitations peuvent avoir besoin de soutien pour développer de nouvelles opportunités non-agricoles et vaincre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ils regroupent une part importante de la population rurale pauvre et des personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire dans les pays en développement, ce qui fait d'eux des groupes cibles, au niveau international, pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et renforcer la sécurité alimentaire. Toutefois, les exploitations agricoles en transition et celles tournées vers l'autosubsistance jouent un rôle relativement mineur dans la production d'excédents commercialisables susceptibles d'accélérer la croissance économique et de nourrir les populations urbaines en pleine expansion ; de plus, elles peinent à s'intégrer avec succès dans les chaînes de valeur modernes. Les interventions visant à améliorer la productivité agricole peuvent être utiles pour améliorer la sécurité alimentaire de ces deux groupes, mais elles doivent s'accompagner d'autres interventions qui réduisent plus directement la pauvreté et facilitent la transition vers des activités non-agricoles.

À l'opposé, il existe de nombreux petits agriculteurs qui réussissent en tant qu'entrepreneurs, grâce à leur dotation en ressources, leur situation géographique favorable ou leur sens aigu du business, même s'ils ne pratiquent l'agriculture qu'à temps partiel. Ces petites exploitations agricoles sont bien plus en phase avec le nouvel agenda commercial impulsé par les entreprises. Comme cela était le cas à l'époque de la Révolution verte, elles peuvent jouer un rôle important dans la croissance économique et l'alimentation des populations urbaines. L'accès aux chaînes de valeur modernes est le plus grand défi que ces petites exploitations doivent relever. Les investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur ouvrent de nouvelles opportunités à un certain nombre de petites fermes, en particulier pour les produits agricoles à forte valeur ajoutée, mais il est aussi de plus en plus évident qu'un nombre bien supérieur de petites exploitations qui commercialisent leurs productions sont laissées à la traîne, tandis que les exploitations plus grandes gagnent des parts de marché.

Si l'on veut que les petites exploitations agricoles réussissent sur le plan commercial, les décideurs politiques doivent prendre davantage de mesures en leur faveur. Celles-ci consistent principalement à améliorer le fonctionnement des marchés des produits agricoles, des intrants, du foncier et des services financiers, pour éliminer les dysfonctionnements qui pénalisent les petites exploitations ; à investir dans les types de recherche-développement et



d'infrastructures rurales dont les petits agriculteurs ont besoin ; à aider ces derniers à s'organiser sur le marché ; enfin, à inciter le secteur privé à se rapprocher davantage des petites exploitations. Pour les gouvernements, le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est de travailler avec des partenaires du secteur privé et de la société civile, afin de créer un environnement politique et commercial propice au développement des petites exploitations, et d'appliquer à grande échelle les recettes qui ont fait leurs preuves.

## Références

- Badiane, O. 2008. Sustaining and accelerating Africa's agricultural growth recovery in the context of changing global food prices. Politique IFPRI Lettre 9, Washington DC : IFPRI.
- Berdegú, J.A et G. Escobar. 2002. Rural diversity, agricultural innovation policies, and poverty reduction. Réseau AgREN Article n°122. Londres : Overseas Development Institute.
- Binswanger-Mkhize, Hans. 2012. India 1960-2010: Structural Change, the Rural Non-farm Sector, and the Prospects for Agriculture. Centre pour la Sécurité alimentaire et l'Environnement, Conférences de Stanford sur la Politique et la sécurité alimentaires dans le monde au 21<sup>e</sup> siècle. Université de Stanford.
- Binswanger-Mkhize, H., et A. F. McCalla. 2010. The changing context and prospects for agricultural and rural development in Africa. In Prabhu Pingali et Robert Evenson (eds.), Handbook of Agricultural Economics, Volume 4. Elsevier : Amsterdam.
- Byerlee, D., Lissitsa, A., Savanti, P., 2012. Corporate models of broadacre crop farming: International experience from Argentina and Ukraine. Farm Policy J. **9**(2), 13-15.
- Cleaver, K. et G. Schrieber. 1994. Reversing the spiral: The population agriculture, and environment nexus in sub-Saharan Africa. Washington, DC : Banque mondiale.
- Collier, Paul. 2009. Africa's organic peasantry: Beyond romanticism. Harvard International Review, Été 62-65.
- Deininger, K., et D. Byerlee. 2010. The Rise of Large Farms in Land Abundant Countries: Do they have a future? Washington DC : Banque mondiale, non publié.
- Deininger, K., Byerlee, D., 2011. The rise of large farms in land abundant countries: Do they have a future? Document de travail de recherche politique 5588. Banque mondiale, Washington, DC.
- Deininger. 2003. Land policies for growth and poverty reduction. Un rapport de recherche politique de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington DC.
- Dercon, S., and P. Collier. 2013. African agriculture in 50 years: Smallholders in a rapidly changing world? World Development, à paraître.
- Djurfeldt, G., E. Aryeetey et A. Isinika (eds.). 2011. African Smallholders: Food crops, markets and policy, Wallingford, Oxford : CABI.
- Djurfeldt, Agnes Andersson et Magnus Jirström. 2013. Urbanization and changes in farm size in Sub-Saharan Africa and Asia from a geographical perspective: a review of the literature. Document de référence pour l'étude de prévoyance de la taille des exploitations agricoles et de l'urbanisation ISPC. Disponible sur : <http://www.sciencecouncil.cgiar.org/sections/strategy-trends>.



Eastwood, Robert, Michael Lipton et Andrew Newell. 2010. Farm size. In Pingali et Evenson (Eds.), *Handbook of Agricultural Economics*, Volume 4. Elsevier : Amsterdam.

FAO et Banque mondiale, 2009. *Awakening Africa's Sleeping Giant: Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*. Banque mondiale, Washington DC.

Fan, S., J. Brzeska, M. Keyzer, et A. Halsema. (2013). *From subsistence to profit: transforming smallholder farms*. Rapport de politique alimentaire, IFPRI, Washington DC.

Ghani, Ejaz (ed.). 2010. *The poor half billion in South Asia: What is holding back lagging regions?* New Delhi : Oxford University Press.

Haggblade, S., P. Hazell et T. Reardon (eds.). 2007. *Transforming the Rural Nonfarm Economy*. Johns Hopkins University Press, Baltimore.

Haggblade, S., P. Hazell et P. Dorosh. 2007. Sectoral growth linkages between agriculture and the rural nonfarm economy. In Haggblade, S., P. Hazell et T. Reardon (eds.), *Transforming the Rural Nonfarm Economy*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.

Hazell, Peter. 2013. *Urbanization and farm size changes in Africa and Asia: cross regional comparison and implications for agricultural research*. Document de référence pour l'étude de prévoyance de la taille des exploitations agricoles et de l'urbanisation ISPC. Disponible sur : <http://www.sciencecouncil.cgiar.org/sections/strategy-trends>

Hazell, Peter, Colin Poulton, Steve Wiggins et Andrew Dorward. 2007. *The Future of Small Farms for Poverty Reduction and Growth*. 2020 Document de discussion 42, Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques alimentaires.

Hazell, P., et Roell, A. 1983. *Rural growth linkages: Household expenditure patterns in Malaysia and Nigeria*. Rapport de recherche 41, Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques alimentaires.

Huang, J , Wang, X, Qui, H. 2012. *Small-scale farmers in China in the face of modernisation and globalisation*, IIED/HIVOS, Londres/La Haye.

Huang, Y. 1973. On some determinants of farm size across countries, *American Journal of Agricultural Economics* 64(1) : 89-92.

IFPRI. 2005. *The future of small farms: Proceedings of a research workshop*. Washington, DC.

Jayne, Thomas. 2013. *Urbanization and farm size changes in Sub-Saharan Africa: implications for agricultural research*. Document de référence pour l'étude de prévoyance de la taille des exploitations agricoles et de l'urbanisation ISPC. Disponible sur : <http://www.sciencecouncil.cgiar.org/sections/strategy-trends>.

Master, William A., avec Agnes Andersson Djurfeldt, Cornelis De Haan, Peter Hazell, Thomas Jayne, Magnus Jirström, et Thomas Reardon. 2013. *Urbanization and farm size in Asia and Africa: Implications for food security and agricultural research*, Global Food

Security. Disponible en ligne à partir du 10 septembre 2013, <http://dx.doi.org/10.1016/j.gfs.2013.07.002>.

Maxwell, S., Urey, I., et Ashley, C. 2001. Emerging issues in rural development: An issues paper. Londres : Overseas Development Institute.

Mellor, J. W. 1976. The new economics of growth: A strategy for India and the developing world. Ithaca, NY : Cornell University Press.

Omamo, S. W., X. Diao, S. Wood, J. Chamberlin, L. You, S. Benin, U. Wood-Sichra et A. Tatwangire (2006), Strategic Priorities for Agricultural Development in Eastern and Central Africa. Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques alimentaires.

Otsuka, Keijiro. 2012. Food Insecurity, Income Inequality, and the Changing Comparative Advantage in World Agriculture. Allocution présidentielle lors de la 27<sup>e</sup> Conférence internationale des économistes agricoles, Foz do Iguaçu, Brésil, Août.

Rosegrant, M., et Hazell, P. 2000. Transforming the rural Asian economy: The unfinished revolution. Hong-Kong : Oxford University Press.

Nations Unies. 2011. Perspectives d'urbanisation dans le monde ; Révision 2011. Affaires économiques et sociales, Nations unies, New York.

Vorley, Bill. 2002. Sustaining agriculture: Policy, governance and the future of family farming: Un rapport de synthèse du projet de recherche collaboratif « Les politiques qui fonctionnent pour l'agriculture durable et la régénération des moyens d'existence ruraux ». Londres : IIED.

Banque mondiale. 2007. World Development Report 2008: Agriculture for Development. Washington DC : Banque mondiale.

## Retrouvez les différentes collections de la fondation FARM

**Notes** : cette collection fait le point, de manière synthétique, sur des sujets d'actualité ou des thèmes de recherche, pour nourrir la réflexion et susciter le débat. Les Notes sont publiées par les membres de l'équipe de la fondation.

**Etudes** : cette collection regroupe des analyses approfondies sur une thématique de la fondation FARM. Réalisées par un chef de projet de FARM et/ou par un auteur extérieur, sous la houlette de FARM, ces études sont supervisées par un comité de pilotage composé d'experts du monde agricole et rural.

**Documents de travail** : cette collection communique les résultats des recherches effectuées par un chef de projet de FARM, un étudiant stagiaire ou un expert extérieur sur une thématique de réflexion de FARM. Intermédiaires entre les Notes et les Etudes, les Documents de travail sont élaborés sans comité de pilotage.

**Champs d'acteurs** : cette collection est dédiée aux actions de terrain menées par FARM ou ses partenaires. L'objectif est de formaliser et diffuser les résultats d'expériences portées par différents acteurs du développement agricole et rural. Les Champs d'acteurs sont réalisés par un chef de projet de FARM et/ou un auteur extérieur, sous la supervision de FARM et de ses partenaires.

**Point de vue** : cette collection expose le point de vue d'un expert extérieur à FARM sur un sujet donné. Son opinion n'est pas nécessairement partagée par la fondation, mais est suffisamment argumentée et stimulante pour être mise en débat.

Toutes les publications de la fondation FARM sont disponibles en version électronique sur [www.fondation-farm.org](http://www.fondation-farm.org).

La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde  
est soutenue par



Depuis la Révolution verte, le développement agricole centré sur les petites exploitations est considéré comme favorable tout à la fois à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire. Mais cette conception a changé ces dernières années, souligne Peter Hazell, économiste renommé du développement, dans ce *Point de vue*. En Afrique et en Asie, le nombre de petites fermes augmente. Il est peu probable qu'un grand nombre d'entre elles puissent vivre durablement de l'agriculture et approvisionner suffisamment les marchés urbains, en pleine expansion. Dans ce contexte, faut-il réorienter les stratégies de développement vers les grandes exploitations, que beaucoup de gouvernements supposent mieux à même de relever les défis ?

*Docteur en agro-économie, Peter Hazell a voué sa carrière à la recherche et au conseil sur les politiques de développement agricole international. Après avoir occupé différents postes au sein de la Banque mondiale et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), il a été professeur au Collège impérial de Londres et professeur chercheur associé à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres. Economiste agricole reconnu et maintes fois cité, Peter Hazell possède une grande expertise des multiples enjeux socio-économiques du secteur agricole dans les pays en développement.*



## **Fondation FARM**

Hébergée par Crédit Agricole S.A.  
12, Place des États-Unis  
92127 Montrouge Cedex

### **Rendez-vous sur notre site Internet**

<http://www.fondation-farm.org>

[contact@fondation-farm.org](mailto:contact@fondation-farm.org)